

Interpellation du Conseiller communal Philippe BOIKETE sur les dérives de l'octroi des allocations pour fonctions supérieures

La Commune vient de supprimer la prime de fin d'année pour l'ensemble du personnel, invoquant un contexte financier catastrophique. Pourtant, une petite minorité de travailleurs continuera à percevoir une prime chaque mois, sous la forme des allocations pour fonctions supérieures.

Les chiffres sont édifiants :

- Près d'une centaine d'allocations ont été octroyées ces deux dernières années ;
- En cumulant ces montants, on atteint près d'un million d'euros chaque année.

Ces allocations sont censées être limitées à 6 mois, avec prolongation possible uniquement après évaluation et justification, comme le prévoit le Statut pécuniaire. Pourtant, de nombreux agents continuent de percevoir ces allocations bien au-delà des 6 mois, sans qu'aucune évaluation ne soit réalisée. Si le Collège estime que certaines prolongations sont justifiées, pourquoi ne pas respecter la procédure ?

Dans une période où l'effort doit être partagé par tous, le maintien de ces avantages pour quelques-uns est injustifiable et socialement inéquitable. Cette situation mine la crédibilité des autorités sur "l'effort partagé" et pose un problème de bonne gouvernance.

Mes questions sont les suivantes:

1. Combien de membres du personnel bénéficient actuellement d'allocations pour fonction supérieure et quel est le coût budgétaire total ?
2. Combien de travailleurs ont vu leurs allocations pour fonctions supérieures supprimées depuis la décision du Collège du 26 août 2025 sur l'état des finances communales ?
3. La Commune compte-t-elle enfin procéder à l'évaluation obligatoire de ces allocations après 6 mois, comme le prévoit le Statut pécuniaire ?
4. Dans un souci de justice sociale, le Collège envisage-t-il de faire contribuer les bénéficiaires de ces allocations à l'effort de redressement des finances communales ?

Cette interpellation vise à mettre fin à des pratiques qui contournent les règles, à rétablir l'équité entre les agents et à garantir une gestion rigoureuse des deniers publics.